



Fonds pour l'environnement mondial

Résumé du document GEF/C.28/15

Avantages comparatifs et rôles complémentaires des Agents et Organismes d'exécution du FEM

Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.28/15 intitulé *Avantages comparatifs et rôles complémentaires des Agents et Organismes d'exécution du FEM*, le Conseil considère que le rôle primordial de chacun des Agents d'exécution en matière d'élaboration et de gestion des projets au sens de l'Instrument, et celui des Organismes d'exécution au sens du Plan d'activité 2003 - 2005 du FEM doivent être maintenus. Dans le cas de projets intégrés qui comprennent des composantes pour lesquelles l'entité d'exécution n'a pas le savoir-faire ou les compétences nécessaires, il faut établir des partenariats avec d'autres Agents ou Organismes d'exécution en définissant clairement leurs rôles complémentaires, de façon à bien gérer toutes les composantes des projets.

Le Conseil décide que le Secrétariat devra préparer et soumettre à son examen un plan d'action visant à renforcer la participation des Organismes d'exécution, une fois que le Bureau de l'évaluation aura mené à bien l'étude de cette question.

Résumé analytique

1. Le présent document, demandé par le Conseil et préparé en consultation avec les Agents et Organismes d'exécution, propose de s'engager sur la voie d'une clarification des rôles respectifs des entités d'exécution dans l'élaboration et la gestion des projets.
2. L'*Instrument* du FEM définit dans ses grandes lignes le rôle primordial de chacun des Agents d'exécution (PNUD, PNUE et Banque mondiale). Les Organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi (BAsD, BAfD, BERD, BID, FAO, FIDA et ONUDI) ont désormais accès aux ressources du FEM en application d'une série de décisions du Conseil et ont des attributions plus précises basées sur les différents besoins opérationnels du FEM (voir le document GEF/C.19/10, *GEF Business Plan, FY03-05*).

3. Le FEM étant une institution dont le fonctionnement s'organise autour de projets, le rôle des Agents et Organismes d'exécution doit être avant tout apprécié en fonction de leur capacité à préparer et gérer des projets. Du fait du rôle moteur qu'ils jouent conformément à l'un des principes opérationnels du FEM, les pays influent beaucoup sur le choix des partenaires pour les projets, une dimension que renforce encore le Dispositif d'allocation des ressources.
4. Les problèmes environnementaux de portée mondiale auxquels les projets du FEM tentent de remédier font de plus en plus appel à des méthodes intégrées qui associent souvent renforcement institutionnel, réformes, renforcement des capacités et promotion des investissements. Cette situation a estompé la distinction entre les rôles respectifs des Agents d'exécution au sens de l'Instrument et, dans une certaine mesure aussi, entre les attributions des Organismes d'exécution, notamment les Banques de développement régionales.
5. Les Organismes d'exécution se sentent limités par leur accès restreint aux ressources de l'institution dans le cadre du régime du dispositif élargi, et estiment que leurs compétences et leur expérience des projets devraient leur permettre de jouer un rôle plus important au sein du FEM. Ils indiquent aussi qu'un certain nombre de procédures et de barrières structurelles les empêchent de donner la pleine mesure de leur potentiel en tant que partenaires du FEM. Ces problèmes sont le thème d'une étude des expériences des Organismes d'exécution, que le Bureau de l'évaluation du FEM devrait entreprendre pour donner suite aux recommandations pratiques de FEM-4 (dont la négociation se poursuit). Le rôle des Organismes d'exécution serait revu sur la base des résultats de l'étude prévue.
6. Il est recommandé de maintenir le rôle primordial de chacun des Agents d'exécution au sens de l'Instrument et celui des Organismes d'exécution en matière de projets au sens du document GEF/C.19/10. Dans le cas de projets intégrés comprenant des composantes pour lesquelles l'entité d'exécution n'a pas le savoir-faire ou les compétences nécessaires, il faut établir des partenariats avec d'autres Agents ou Organismes d'exécution, de façon à bien gérer toutes les composantes du projet.
7. Une évaluation particulière du rôle des entités d'exécution dans l'élaboration et la gestion des projets sera effectuée dans de tels cas, lorsque la participation et le rôle des entités concernées diffèrent des dispositions prévues. Cette évaluation complémentaire ne devrait concerner qu'un petit nombre de projets du FEM.